

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DB/AB

— 68020 COLMAR - 7, RUE BRUAT —

☎ (89) 23.99.51

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

(1ère Dir. 3° Bur.)

68 287

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 5 482 du 14 novembre 1966 autorisant la Société DELCROS à SAINTE-MARIE-aux-MINES à exploiter un atelier de polissage par bain électrolytique ;
- VU la demande présentée par la Société DELCROS à ECHERY - SAINTE-MARIE-aux-MINES aux fins d'être autorisée à exploiter des installations de traitements électrolytiques ou chimiques des métaux ;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que cette installation constitue un établissement soumis à autorisation visé au n° 288/1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant trente jours du 9 juin 1980 au 8 juillet 1980 ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 64 469 du 13 octobre 1980 et n° 66 192 du 14 avril 1981 prorogeant le délai d'instruction de la demande jusqu'au 1er novembre 1981 ;
- VU les avis du commissaire-enquêteur, du conseil municipal de SAINTE-MARIE-aux-MINES et des services techniques ;
- VU les rapports du 14 mai 1980 et du 20 août 1981 de l'Inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis du 3 septembre 1981 du Conseil départemental d'Hygiène ;

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La Société DELCROS, Echery 68160 SAINTE-MARIE-aux-MINES est autorisée à poursuivre l'exploitation de diverses installations de traitement électrolytique ou chimique de métaux visées par la rubrique n° 288/1 de la nomenclature.

Ces installations comprennent :

- les lignes 1 et 2 : baigns perchloriques acétiques volumes 4,5 et 3,5 m3
- les lignes 3, 4 et 5 : baigns phosphoriques sulfuriques volumes 2,4 et 1 m3
- la ligne anodisation : baign phosphorique sulfurique volume 3,5 m3
- le polissage mécanique : trois machines vibrantes et deux rangées de tonneaux.

ARTICLE 2 :

Les installations seront situées et exploitées conformément aux documents joints au dossier en date du 4 décembre 1979 annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans le présent arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

Sont à signaler notamment en application de cet article :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumées ou de gaz irritants, odorants ou toxiques
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc..., de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

TITRE I/ PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT :

ARTICLE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :

4. 1. Toutes dispositions devront être prises pour éviter toute concentration dangereuse de vapeurs, gaz, fumées, poussières, inflammables ou incombustibles, en quelque point de l'installation que ce soit.

4. 2. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

4. 3. Cheminées :

Les gaz de combustion seront évacués par des cheminées conformes aux dispositions de l'arrêté du 20 Juin 1975.

4. 4. Contrôles :

L'Inspection des Installations Classées pourra imposer aux frais de l'exploitant, des contrôles de la teneur des gaz émis en polluants ou en poussières, de leur température, de leur débit et de toute caractéristique utile.

ARTICLE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX :

5. 1. Collecte :

Les eaux usées seront collectées selon leur nature. On veillera à séparer, jusqu'au point où leur mélange ne nuit plus à leur épuration ou n'entraîne pas une utilisation supplémentaire d'eau :

- les eaux vannes, provenant des installations sanitaires,
- les eaux de pluie,
- les eaux industrielles non polluées, telles que les eaux de refroidissement qui seront dans la mesure du possible recyclées.
- les eaux industrielles

5. 2. Rejet :

Les eaux résiduaires seront traitées de façon à présenter avant rejet dans la Liépvrette (objectif de qualité IB), au moins les valeurs suivantes :

PH compris entre 6,5 et 8,5
Température inférieure à 30° C
DCO inférieure à 25 mg/l
DBO 5 inférieure à 5 mg/l
Composés cycliques hydroxylés, dérivés halogénés : absence
MES inférieure à 30 mg/l
Huiles et graisses : absence
Odeur : non perceptible
Couleur : absence de coloration visible
Total des métaux : inférieur à 15 mg/l
Azote total inférieur à 60 mg/l exprimé en azote élémentaire

Un dispositif permettant la mesure du débit d'eau rejeté sera installé sur l'ouvrage d'évacuation et le PH des eaux issues des installations de traitement de surface, sera mesuré et enregistré en continu, l'appareil de contrôle commandera une alarme en cas de dépassement de la norme fixée.

Ces dispositifs seront installés dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5. 3. Contrôles :

Un dispositif aisément accessible, situé à l'extérieur de l'établissement devra permettre de procéder à des prélèvements de liquides. Ce dispositif sera conforme aux normes en vigueur.

L'Inspection des Installations Classées pourra faire procéder à tous prélèvements qui lui paraîtraient nécessaires, et à leur analyse par un laboratoire dont le choix sera soumis à son approbation ; les frais en seront supportés par l'exploitant.

Les résultats de toutes les analyses effectuées sur les eaux résiduaires seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5. 4. Prévention des pollutions accidentelles :

Toutes les capacités, tous les réservoirs, contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou des solutions de tels corps, seront disposés de telle façon que tout le liquide éventuellement répandu lors d'une fausse manoeuvre ou d'une rupture de récipient soit intégralement dirigé vers une capacité susceptible d'en assurer la rétention.

ARTICLE 6 : BRUIT :

6. 1. L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

6. 2. Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 19 Avril 1969).
6. 3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
6. 4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Point	Emplacement	Type de Zone	Niveau limite en dB (A)		
			Jour	P.I.*	Nuit
1	Limite de propriété vers le chemin départemental N° 48	Résidentielle: Suburbaine	60	55	50
2	Limite de propriété vers les parcelles <u>1176</u> et <u>1039</u> 55 55	avec quelques ateliers	60	55	50

* P.I. = Période Intermédiaire

6. 5. L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 7 : PREVENTION DE LA POLLUTION DUE AUX DECHETS :

7. 1. D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

On distinguera notamment :

- A. Les déchets comparables aux ordures ménagères (au sens de l'article 2 du cahier des charges type pour l'entreprise de la collecte et de l'évacuation des ordures ménagères dans les villes de plus de 10 000 habitants approuvé par le décret n° 59-1081 du 31 Août 1959). Ces déchets pourront être éliminés par le service de collecte de la localité, si celle-ci dispose d'un moyen d'élimination autorisé au titre de la loi du 19 Juillet 1976.

Dans le cas contraire, ils seront confiés à une entreprise disposant d'un tel moyen d'élimination.

- B. Les déchets non générateurs de nuisance (au sens du décret du 19 Août 1977) récupérables, notamment : papiers, cartons, plastiques, verres, métaux.

Ces déchets devront être stockés sélectivement dans l'établissement. Ils seront confiés, dans la mesure du possible, à des entreprises disposant des moyens de les recycler, les régénérer ou les réutiliser.

.../...

- C. Les déchets générateurs de nuisance, énumérés par le décret du 19 Août 1977 tels que : déchets de peinture, hydrocarbures, ou déchets contenant des produits de vidange, solvants aromatiques ou chlorés, déchets contenant de l'amiante, des métaux lourds, substances affectées du symbole T ou E dans la liste établie en application de l'article L 231-6 du Code du Travail, etc...

Ces déchets devront être collectés et stockés dans des conditions visant à éliminer tout risque de pollution des eaux et de l'air, d'émanation d'odeurs nauséabondes, de prolifération de vermines.

Ils ne seront pas mélangés entre eux. Ils ne seront confiés qu'à des entreprises disposant des moyens de les recycler, des les régénérer, de les réutiliser ou de les détruire : centre de détoxification agréé, entreprise de régénération des huiles agréée, entreprise d'élimination disposant d'une décharge contrôlée de déchets industriels, etc...

7. 2. L'exploitant établira un registre pour les déchets de type C. Le registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les renseignements qui devront figurer dans ce document sont la nature, les quantités, les conditions de stockage, les dates d'enlèvement, le nom de la société qui effectue l'enlèvement, la destination des déchets et le mode d'élimination prévu.
7. 3. L'exploitant devra veiller à ce que l'élimination des déchets s'effectue dans de bonnes conditions. Si cette tâche est confiée à une personne ou à une société extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.
7. 4. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux (huiles, etc...).
7. 5. Tout brûlage à l'air libre, toute mise en dépôt à titre définitif dans l'enceinte de l'établissement de quelque déchet que ce soit sont interdits.

ARTICLE 8 : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION-MATERIEL ELECTRIQUE :

8. 1. Toutes précautions seront prises pour éviter tout risque d'incendie ou d'explosion.

8. 2. Evaluation des risques et caractéristiques des zones :

L'exploitant évaluera sous sa responsabilité le potentiel de risque présent dans chaque bâtiment ou partie de bâtiment. Il tiendra compte notamment :

- de l'existence de matières inflammables ou combustibles,
- de la possibilité de dégagement ou d'accumulation de vapeurs, poussières, etc... explosives ou inflammables,
- de l'existence de points chauds, ou de matériel produisant des étincelles.

.../...

L'exploitant définira sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation,
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

8. 3. Protection contre l'incendie :

Les bâtiments seront conçus et construits de façon à permettre de protéger chaque local d'un incendie survenant dans un local voisin, et de façon à faciliter l'intervention éventuelle des sapeurs pompiers.

Les zones et les appareils où sont utilisées des matières pouvant former avec l'air des mélanges explosifs seront ventilés, de façon à ce que la teneur en produits explosifs n'atteigne jamais, en aucun point, le quart de la limite inférieure d'explosibilité.

Ces zones seront matérialisées. L'interdiction de fumer et de faire du feu y sera affichée.

L'exploitant établira et tiendra à jour un plan de protection incendie sur lequel seront reportés :

les dispositifs de lutte contre l'incendie :

- extincteurs,
- couvertures,
- tas de sable avec pelles,
- extinction automatique,
- robinets d'incendie armés ;

les dispositifs d'alerte mis en place :

- détecteurs d'incendie,
- détecteurs d'atmosphère explosive,
- alarmes manuelles...

Il informera son personnel des consignes en cas d'incendie.

Les bâtiments seront dotés en partie haute d'ouvertures de ventilation facilement manoeuvrables depuis le plancher d'accès.

La protection contre l'incendie sera réalisée par la mise en place d'extincteurs appropriés aux risques en nombre suffisant.

La protection générale sera assurée par des poteaux d'incendie normalisés.

Le personnel sera initié à la manoeuvre des moyens de secours mis à la disposition.

Les plans d'intervention seront réalisés conjointement avec les Services d'Incendie et de Secours et seront tenus à jour.

8. 4. Installations électriques :

8.4.1. Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions du décret n° 62-1454 du 14 Novembre 1962 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme C 15 100.

8.4.2. Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 Novembre 1962 sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. L'Inspection des Installations Classées pourra à tout moment prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de tout ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

8.4.3. Dans les zones définies à l'article 8. 2. il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans lesdites zones. Ces installations sont soumises aux dispositions ci-après :

8.4.3.1. Dans les zones où les atmosphères explosives sont présentes de façon permanente ou semi-permanente :

Les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 Juillet 1978 et de ses textes d'application.

8.4.3.2. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée :

Les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions du paragraphe 8.4.3.1., soit être constituées de matériels et de canalisations de bonne qualité industrielle tels qu'en service normal ils n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

8.4.3.3. Dans les zones définies conformément à l'article 8. 2. et s'il n'existe pas de matériels spécifiques répondant aux prescriptions des articles 8.4.3.1 et 8.4.3.2., l'exploitant définit sous sa responsabilité les règles à respecter, compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art, pour prévenir les dangers pouvant exister dans ces zones.

8.4.4. Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail sera mis en place.

TITRE II/ PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

ARTICLE 9 : TRAITEMENT ELECTROLYTIQUE OU CHIMIQUE DES METAUX :

Les installations seront réalisées et exploitées conformément aux dispositions prévues par circulaire du 4 Juillet 1972 relative aux ateliers de traitement de surface notamment :

9. 1. Organisation des ateliers :

Les ateliers auront un sol anti-acide, formant cuvette de rétention, d'un volume égal au moins à celui de la plus grosse capacité contenue.

Toute canalisation, tout caniveau, tout regard, toute vanne susceptible de permettre le déversement des eaux d'atelier, dans les égouts sont interdits.

Les cuves de traitement, les circuits d'échangeurs thermiques, les canalisations et appareils en contact avec les bains de traitement seront construits en matériaux résistant à leur action.

L'alimentation en eau de l'atelier sera munie d'un dispositif d'arrêt clairement reconnaissable, aisément accessible permettant de couper toute arrivée d'eau.

9. 2. Bains concentrés et déchets :

Les bains concentrés usés, les bains morts et les eaux de nettoyage des sols ou des capacités ayant été souillées par des bains concentrés ou en ayant contenu, seront considérés comme des déchets générateurs de nuisance (type C de l'article 7. 1. ci-dessus).

En conséquence :

- ils ne seront en aucun cas rejetés à l'égout ou au milieu naturel,
- ils ne pourront être détruits que par un centre de détoxification agréé. Les bons de destruction seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées,
- ils pourront néanmoins être utilisés pour la neutralisation des effluents alcalins d'établissements industriels,
- l'industriel devra tenir à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées toute information utile sur la composition des bains. Cette composition et les quantités utilisées seront inscrites dans un registre.

9. 3. Eaux de rinçage :

Le débit des eaux de rinçage des installations de traitement électrolytique sera réduit dans la mesure du possible et dès la mise en place de la nouvelle installation de distribution des eaux.

9. 4. Qualité des eaux rejetées :

Les eaux rejetées par l'atelier de traitement de surface présenteront avant toute dilution par les autres rejets de l'usine, les caractéristiques suivantes :

- cyanures	0,1 mg/l
- chrome hexavalent	0,1 mg/l
- cadmium	3 mg/l
- fluorure	15 mg/l
- cuivre	0,5 mg/l
- total des métaux	15 mg/l

L'Inspection des Installations Classées pourra faire effectuer tout prélèvement et analyse de ces eaux, aux frais de l'exploitant.

9. 5. Prévention de la pollution de l'air :

- les vapeurs captées au-dessus des baignoires ne devront pas incommoder le voisinage
- les eaux de lavage des gaz ainsi que les eaux de nettoyage des dispositifs d'aspiration seront traitées comme des baignoires usées (article 9. 2.)
- il sera prévu sur les cheminées de rejet un dispositif facilement accessible, permettant d'effectuer des prélèvements en vue d'analyse.

9. 6. Stockage des produits pour la confection des baignoires et des déchets :

Le stockage des matières toxiques se fera dans un local fermé à clef.

Les produits seront contenus dans des récipients conformes au règlement des transports des matières dangereuses et portant les étiquettes réglementaires.

Les produits liquides seront stockés dans un local dont le sol formera cuvette de rétention.

9. 7. Règles d'exploitation :

Le bon état des cuves de traitement, de leurs annexes, les stockages des solutions concentrées et des canalisations sera vérifié périodiquement par l'exploitant notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant devra fréquemment s'assurer que le dispositif de rétention prévu à l'article 9. 1. est vide.

L'exploitant tiendra à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître la provenance et le cheminement des eaux de toutes origines.

9.8. Consignes :

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes d'exploitation seront établies.

Ces consignes prévoient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles seront délivrés les produits (acides, bases, sels) et les précautions à prendre pour leur transport ;
- la conduite à tenir en cas de déversement de produits toxiques. Cette consigne prévoiera les mesures d'urgence à prendre ainsi que les noms et numéros de téléphone des personnes à prévenir ; elle sera affichée bien en évidence dans l'atelier.

9.9. Registres :

L'exploitant tiendra un registre sur lequel seront mentionnés :

- les résultats des contrôles de la qualité des eaux ainsi que des rejets à l'atmosphère,
- la nature et la quantité des solutions dont il aura confié la détoxification à une entreprise spécialisée,
- le registre sera à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 10 :

Cet arrêté préfectoral remplace l'arrêté préfectoral n° 5 482 du 14 novembre 1966.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 11 : Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même Code.

ARTICLE 12 : La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 13 : Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devrait en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 14 : L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ARTICLE 15 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

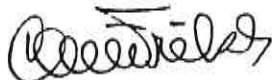
ARTICLE 16 : La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, Voirie, etc...).

ARTICLE 17 : Le Secrétaire Général du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de RIBEAUVILLE, le Maire de SAINTE-MARIE-aux-MINES et les Inspecteurs des Installations Classées, des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué



Charles FRITSCH

COLMAR, le 28 octobre 1981

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : Pierre JULIEN

